



ACQUISITION DE UK POWER NETWORK : UN PARI FINANCIER À 18 MILLIARDS d'EUROS

Montreuil, le 25 février 2026

Lors de sa traditionnelle publication annuelle des résultats du groupe, Engie annonce la signature d'un accord en vue d'acquérir 100% de UK Power Networks (UKPN), un opérateur d'infrastructures électriques au Royaume-Uni pour 15,8 Md£, soit 18,2 Md€. Ce projet d'acquisition est l'un des plus importants de l'histoire du groupe après International Power (22 Mds) qui avait fortement fragilisé ENGIE. Nous nous réjouissons d'accueillir 6500 nouveaux salariés et un métier nouveau dans le groupe. Enfin nous sortons de la spirale des ventes ! mais nous ne pouvons faire l'impasse sur les 80 000 salariés qui ont été vendus et sur les 10 Md€ de dette nette économique générée !

- **Des résultats en baisse pour 2025 mais une politique de dividende maintenue**

Les résultats témoignent d'une dégradation de la performance pour 2025 :

- CA en recul de **-1,9 Md€**
- EBITDA en recul de **-3%**
- EBIT en recul de **-5%**
- Résultat net en recul de **-7%**
- Dépréciations : **-1,2 Md€**
- Un CFFO a **13,6M€**, en stagnation, malgré des effets conjoncturels favorables
- CAPEX de développement **en recul de 38 % (-2 Md€)**.
- La baisse de la dette nette économique s'explique principalement par un tour de passe-passe comptable entre les investissements de développement (**-2 Md€**) et la dette, qui passe ainsi de **47,9 Md€ à 45,7 Md€**.

Le plan de performance contribue au résultat du groupe à hauteur de 823 Millions € (C2, cessions, GEPP, ..). La politique de dividende est confirmée et le groupe prévoit de distribuer 67% du résultat net part du groupe (RNRp).

Le groupe semble désormais prisonnier d'une logique dictée par les marchés financiers, au détriment de la vision industrielle et de l'intérêt des salariés.

L'achat de UKPN va encore accroître ces politiques austéritaires !

- **Acquisition de UK POWER NETWORK, un pari politique et financier.**

ENGIE reconnaît ne pas disposer d'une expertise significative en distribution électrique et sera donc dépendante du management local. De plus, les synergies sont limitées.

Pour la CGT, cette opération repose sur un niveau d'engagement financier élevé. Sa rentabilité dépend à 100 % du cadre réglementaire britannique. Une modification, même limitée, des règles pourrait entraîner une destruction immédiate de valeur.

Une estimation prudente de la CGT montre qu'une hausse des taux d'intérêt de +1 %, combinée à une baisse du rendement régulé de -1 %, pourrait faire chuter le rendement du projet sous les 5

%, entraînant **une destruction de valeur de plusieurs milliards d'euros** que les salariés et les entités devront rembourser !

Les 4 milliards de cessions envisagées s'ajoutent au programme de cessions en cours. La CGT craint que cela ne pèse encore plus sur les salariés qui contribuent déjà fortement à la performance au travers des restructurations (suppressions de poste, vente d'EHS, GEPP...).

A ceci s'ajoute une augmentation de capital d'ENGIE à hauteur de 3 Md€, en clair on va augmenter le nombre d'actions ENGIE, une opération jamais vue depuis la fusion GDF Suez ... Cela aura un **effet dilutif pour les actionnaires** dont l'état mais aussi pour l'actionnariat salarié !

Ce projet engage le groupe sur le très long terme et pourrait **durablement limiter sa capacité de développement et d'investissement**.

Par ailleurs, aucune mesure visant à mobiliser une partie des dividendes versés aux actionnaires n'est envisagée pour financer l'opération, confirmant la priorité donnée aux marchés financiers.

La direction demande donc aux salariés de financer, par des cessions et des restructurations, un projet dont la rentabilité est inférieure au coût du capital. C'est la définition même d'une destruction de valeur ! Ce projet dit stratégique n'est en réalité qu'un mauvais placement financier !

● **La raison d'être d'ENGIE aura-t-elle raison des gaziers ?**

Très contributeurs des résultats du groupe, les infrastructures gazières permettent grâce à leur génération de cash garantie la réorientation de son portefeuille (investissement dans les renouvelables notamment).

Nous craignons avec l'acquisition de UK POWER NETWORK, le **début d'un désengagement dans les actifs gaziers**, notamment en France, qui pèsent déjà sur les salariés au travers des réorganisations successives de GRDF ou de NATRAN. Leur adaptation est nécessaire mais elle ne doit pas se faire au détriment de destruction d'emploi et de diminution de garanties sociales. Rappelons que la négociation sur la transition juste pour le secteur gazier ne s'est pas concrétisée faute d'engagement des employeurs. Il est également fort à prévoir que la dégradation du réseau dû à sa vétusté (voir les 3 accidents majeurs de ces derniers mois), nous oblige à des investissements importants que nous ne pourrions faire à cause d'une dette trop importante ...

La CGT refuse que les salariés paient les choix financiers de la direction du groupe. C'est pourquoi elle a été **la seule organisation syndicale à s'opposer** à ce projet.

La CGT exige :

- **zéro suppression d'emplois liée au projet**
- **zéro cession sans garanties sociales**
- **transparence totale sur les actifs concernés par les ventes**
- **un engagement clair sur les investissements en France**
- **des garanties sociales fortes et opposables**

A ce stade, nous considérons que ce projet pose un problème majeur : **il n'est ni financièrement démontré, ni industriellement maîtrisé, ni socialement acceptable.**

Contact : Yohan THIEBAUX, Coordinateur CGT ENGIE, 06 33 38 28 35